**CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT ZAC DE TRIGANCE A ISTRES
AVENANT N° 4**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE,

Dont le siège social est 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille, représentée par Monsieur Henri PONS, Vice-Président délégué à la stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme agissant sur la délégation du Président de la Métropole, est autorisé à signer le présent avenant à la Convention Publique d'Aménagement par délibération n° au Bureau de la Métropole en date du Etant ci-après désigné «LA METROPOLE AMP»

Etant ci-après désigné « La Métropole AMP »

D'une part,

ET :

- L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE,

Dont le siège social est sis Parc de Trigance 2 - allée de la Passe-Pierre – 13804 ISTRES, représenté par son Directeur, Monsieur Stéphane ALLORGE, habilité à l'effet des présentes aux termes de la délibération n° 15/16 du Conseil d'Administration du 10/06/16;

Etant ci-après désigné « L'Épad »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Par délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, le Comité syndical du SAN a décidé, en application des dispositions de l'article L.300-4 et R311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Épad la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Trigance sur la commune d'Istres, et approuvé les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002,

Par délibération n° 884/08 en date du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD,

Par décision n° 381/12 en date du 21 mai 2012, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°2 à la Convention afin d'en proroger la durée de 7 ans,

Par délibération n° URB 023-2193/17/BM en date du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 3 à la convention afin d'augmenter la limite d'encours global des emprunts contractés par l'Aménageur,

A ce jour, une modification du Programme des Equipements Publics (PEP) est en cours, et un ensemble de travaux reste à réaliser ou finaliser, au titre de l'article 2 de la Convention Publique d'Aménagement initiale.

Dans ce contexte, il convient en conséquence, de conclure un nouvel avenant afin de proroger de 24 mois supplémentaires les délais d'exécution de la Convention Publique d'Aménagement, pour permettre d'achever la ZAC, ce qui porte à 228 mois la durée totale de la Convention, soit 19 ans.

ARTICLE 1:

Le présent avenant a pour objet de prolonger de 24 mois le délai d'exécution de la Convention Publique d'Aménagement.

ARTICLE 2:

L'article 3 de la Convention Publique d'Aménagement « Durée de la Convention » est modifié comme suit:

La durée de la présente convention est fixée à 19 années à compter de sa date de signature et expirera, en tout état de cause, à l'achèvement de la mission de l'aménageur. Elle pourra être prorogée en cas d'inachèvement de la mission. A cette fin, les parties devront conclure un avenant de prorogation exécutoire dans les conditions réglementaires.

ARTICLE 3:

Les autres articles de la Convention Publique d'Aménagement notifiée le 26 juillet 2002 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

Fait à Marseille le

Pour l'Epad Ouest Provence,
Le Directeur

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Le Vice Président Délégué,
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme,

Monsieur Stéphane ALLORGE

Monsieur Henri PONS